

maximilien.fr

LE PORTAIL DE L'ADMINISTRATION NUMÉRIQUE
EN ÎLE-DE-FRANCE

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2021

TABLE DES MATIÈRES

3 Edito de la Présidente

4 Le GIP Maximilien : Acteur de l'administration électronique en Île-de-France

4 A. Ses missions

5 B. La plateforme Maximilien

5 C. La gouvernance

13 2021 : Les temps forts

13 A. Le renouvellement de la Présidence

13 B. La nomination d'un nouveau directeur

14 C. La conférence du GIP Maximilien sur l'Open data

15 D. Des webinaires à destination des entreprises

16 E. La prise en main de la plateforme Maximilien et du bouquet de services

17 F. Une visibilité accrue sur les réseaux sociaux

18 G. La signature d'un partenariat avec Mégalis Bretagne et Territoires Numériques Bourgogne-Franche-Comté

19 H. La poursuite des partenariats

21 I. La présence du GIP Maximilien au salon de l'Association des Maires d'Île-de-France (AMIF)

21 J. Le lancement de la MAPCE

22 L'année 2021 en chiffres

22 A. La commande publique sur la plateforme Maximilien

23 B. Les données chiffrées sur les membres du GIP Maximilien

24 C. Le compte financier

27 Un large éventail de services

27 A. Les services aux entreprises

28 B. Les services aux acheteurs

29 C. Les nouveautés proposées en 2021

29 D. Des ateliers & formations pour accompagner et sensibiliser

31 Le réseau francilien des achats responsables

31 A. La Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales (MACS)

35 B. La Mission Achats Publics Circulaires et Environnementaux (MAPCE)

38 Une équipe engagée au service de ses adhérents

39 Perspectives 2022

Édito

de la Présidente

En septembre dernier, les élus du Conseil d'Administration du GIP Maximilien m'ont manifesté leur confiance en m'élisant Présidente. Je les en remercie.

Je souhaite saluer l'engagement de mon prédécesseur, Jean-François Legaret, pendant cinq années au service des adhérents et du projet Maximilien.

J'ai pour objectif de poursuivre son action en continuant à accompagner les membres actuels et futurs de Maximilien sur la dématérialisation intégrale, grâce à notre bouquet de services innovant et performant. L'un des points forts du réseau Maximilien est en effet de proposer un accompagnement personnalisé à la mise en production des services disponibles sur la plateforme d'une part et d'assurer une assistance efficace d'autre part.

En 2021, Maximilien s'est particulièrement impliqué dans la commande publique responsable avec le lancement de La Mission Achats Publics Circulaires et Environnementaux (MAPCE). Il est aujourd'hui primordial de consacrer une place importante aux clauses sociales et aux clauses environnementales, en aidant les acheteurs publics à les mettre en œuvre.

Je me réjouis également que le GIP Maximilien soit lauréat de deux projets du plan France Relance. Au travers de son soutien financier, l'État récompense l'excellence des actions du GIP Maximilien au service de ses adhérents et des opérateurs économiques.

En 2022, nous allons accentuer nos actions, avec une équipe performante, mobilisée et à l'écoute, afin de confirmer notre rôle moteur en Île-de-France autour de l'administration numérique et des achats responsables.

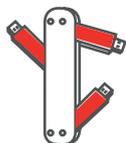


Le GIP Maximilien : Acteur de l'administration électronique en Île-de-France

A. Ses missions

Initié en 2014 par le Conseil régional d'Île-de-France aux côtés de membres fondateurs dont des départements franciliens, le Groupement d'Intérêt Public Maximilien est un service public mutualisé et innovant d'administration numérique.

Reconnu comme un acteur clef de l'achat public et de l'e-administration en Île-de-France, le GIP Maximilien accompagne aujourd'hui 375 acheteurs publics, de toutes tailles et de natures juridiques très différentes.



Maximilien : Opérateur public de services numériques

Accompagner la transformation numérique des administrations, des acteurs publics territoriaux et des entreprises.



Déployer des outils et services mutualisés

Proposer à des coûts raisonnables des solutions (profil acheteur, parapheur tiers de transmission...) pratiques et concrètes à ses adhérents.



Valoriser les données publiques

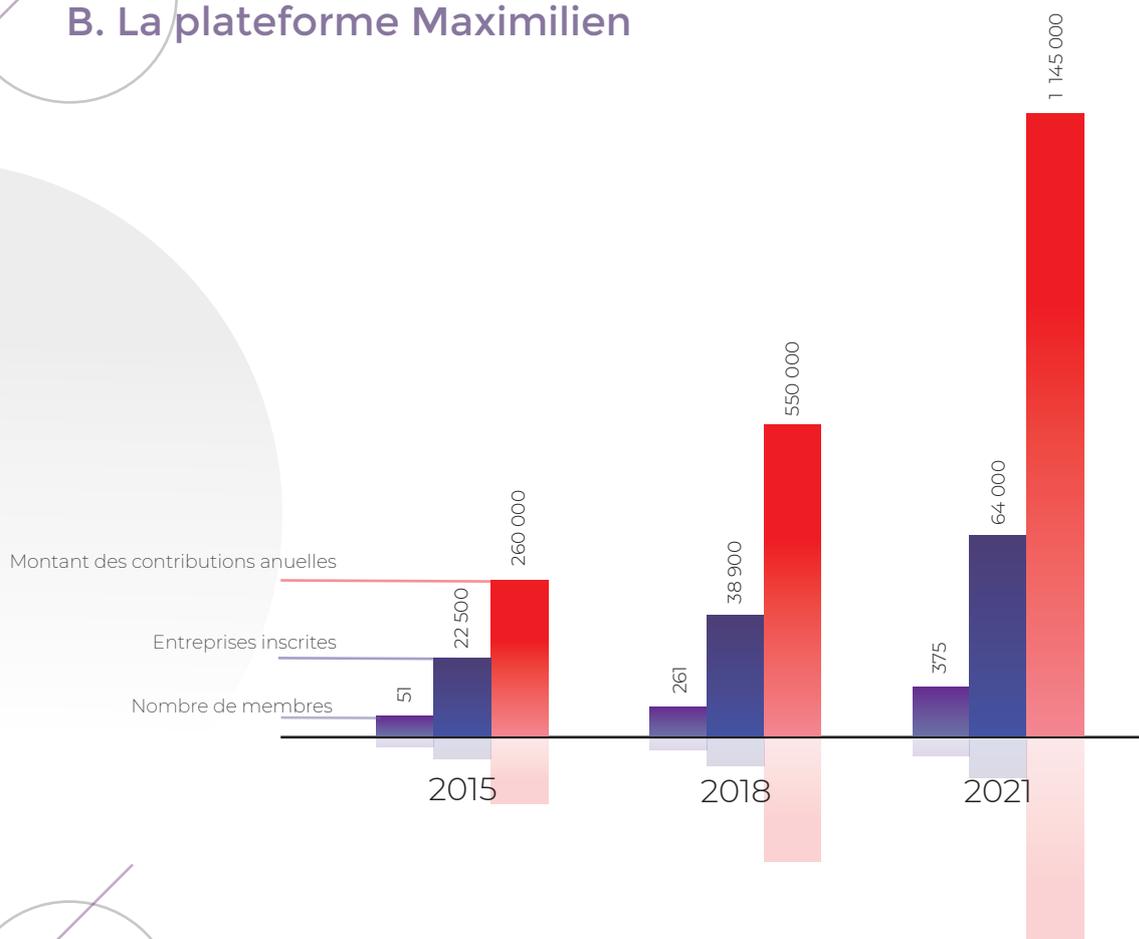
Mettre à disposition des outils et des services à valeur ajoutée.



Acheter responsable

Développer la performance de l'action publique en faisant la promotion des achats responsables.

B. La plateforme Maximilien



C. La gouvernance

» L'Assemblée Générale

Pour définir la stratégie et suivre les orientations et actions menées, **la gouvernance est assurée par des élu(e)s, considéré(e)s comme de véritables ambassadeurs des actions portées par le GIP Maximilien**. Chaque membre, lors de son adhésion, désigne un ou deux représentants qui siègent aux assemblées générales qui ont lieu deux fois par an.

- **L'Assemblée Générale du 11 mars 2021 organisée en visioconférence :**

Lors de l'Assemblée statutaire, ont été adoptés :

- Le **rapport annuel 2020** sur la gestion et l'activité du GIP Maximilien,
- Le **compte financier 2020 et l'affectation du résultat 2020** du GIP Maximilien.
- Le rapport d'activité 2020.

- Un point précis sur l'utilisation et l'évolution **des services d'Administration numérique du GIP Maximilien** est présenté par Daniel Coissard, Directeur du GIP Maximilien. La crise sanitaire actuelle a eu pour conséquence une forte sollicitation de la part des membres pour s'équiper de nouveaux services facilitant le travail à distance et la dématérialisation des procédures : les services les plus sollicités ont été le parapheur, le module de gestion des instances et la télétransmission des actes. De ce fait, l'équipe Maximilien a été très mobilisée pour l'accompagnement à la mise en place de ces services et les formations, organisées avec régularité et proposées en distanciel.

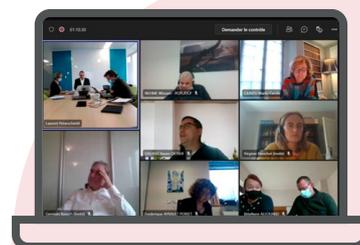
- **Le réseau des achats responsables** et ses deux missions sur les clauses sociales, et désormais sur les clauses circulaires, ont également été à l'ordre du jour :

- La préparation de la nouvelle feuille de route 2021-2023 de la Mission d'Appui au Développement des Clauses Sociales (MACS) et la poursuite de l'animation régionale de l'écosystème des clauses,
- Le lancement officiel de la Mission Achats Publics Circulaires et Environnementaux (MAPCE).

- Un point sur **l'avancement du Plan de Transformation Numérique de la Commande Publique** a également été effectué.

- **L'Assemblée Générale du 16 décembre 2021 organisée en visioconférence :**

Les points essentiels de l'année 2021 ont été présentés à cette occasion, en présence d'une centaine de participants.



- Le portail de l'administration numérique Maximilien est resté pleinement mobilisé pour assurer la continuité de ses missions au service de ses adhérents, malgré le contexte sanitaire.

- 18 entités ont adhéré à Maximilien au cours de l'année 2021 :

NOM :	Dépt.
Saint-germain-en-laye	78
CCAS de Fontenay sous-bois	94
Courpalay	77
Villenoy	77
Le Pecq	78
Syndicat intercommunal d'Ermont et d'Eaubonne	95
Fédération Française de Canoë Kayak - FFCK	77
La Chapelle-Gauthier	77
Association Nationale des groupements de créateurs	77
CCAS de Coignières	78
SPL Plateforme d'Approvisionnement de la restauration Scolaire de l'Est Francilien (PARSEF)	77
Magny Le Hongre	77
EHPAD Lumière d'Automne	93
AVISE	75
Suivez la flèche	93
Lycée Evariste Galois	93
Ile-de-france Terre de saveurs	93
La Foncière de la ville de Paris	75

- L'activité de la **plateforme Maximilien** a été renforcée par des actions d'amélioration de la qualité du pilotage des prestataires, par un effort de formalisation des processus et de planification des activités avec nos adhérents.
- Des échanges réguliers ont également été instaurés avec nos partenaires Territoires Numériques Bourgogne-Franche-Comté et Mégalis Bretagne.
- L'activité **Mission d'Appui au Développement des Clauses Sociales** (MACS) a été notamment rythmée par :
 - L'OPENMAP ESS de novembre a réuni 170 participants sur 5 ateliers et 60 rendez-vous d'affaires entre acheteurs publics et acteurs de l'ESS,
 - Des travaux sur l'harmonisation des pratiques des facilitateurs avec la DRIEETS et l'URTIE, la mise en œuvre du guichet unique régional,
 - La signature à venir de la convention de partenariat sur la mise à disposition et le transfert des données sociales des projets du Grand Paris et des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024,
 - Le lancement prochain de l'observatoire des clauses sociales des Grands Projets Franciliens.
- L'activité **Mission Achats Publics Circulaires et Environnementaux** (MAPCE) a été lancée en mars 2021. Les premières actions mises en œuvre sont les suivantes :
 - Deux sessions de formation à la commande publique circulaire en mai et décembre 2021 qui ont accueilli 135 participants.
 - Une consultation de prestataires afin d'intervenir lors de parcours de famille d'achat prioritaire. Le parcours BTP sera le premier à être proposé.
- **En 2022, l'activité de la Plateforme sera renforcée par :**
 - Des actions d'amélioration de la qualité du pilotage des prestataires, une comitologie rationalisée et des échanges plus efficaces,
 - Des indicateurs de qualité de service : délais de prise en charge des demandes et de résolution des dysfonctionnements remontés par les adhérents, prise de contact avec les adhérents pour s'assurer que les services correspondent aux besoins,
 - Un effort de formalisation des processus, création de fiches process sur la mise en place des services de la plateforme,
 - Une planification des activités avec nos adhérents, mise en place d'un calendrier dans lequel s'inséreront les mises en production de nouveaux services à destination des adhérents,
 - Une communication globale liée aux montées de versions et à la roadmap 2022 du GIP.



Concernant la MACS, les événements suivants seront proposés :

- Deux Openmap ESS facilitateurs,
- Deux cycles de formation Atouts Clauses,
- Quatre ateliers achats responsables,
- Les ateliers mensuels de la MACS (avec les partenaires et les coordinations départementales des facilitateurs) permettront de travailler notamment sur les thématiques suivantes : marchés de prestations intellectuelles / informatiques, critère social, féminisation de la clause.

Concernant la MAPCE, les actions suivantes sont envisagées :

- Lancement de 4 Parcours par segment d'achat au fil de l'année (BTP, mobilier et fournitures de bureau, équipements électriques et électroniques, vêtements professionnels et EPI).



Le Conseil D'Administration

Cet organe est composé de représentants de différents collèges regroupant les membres en fonction de leur taille et leur nature juridique. Il met en œuvre les orientations définies par l'Assemblée Générale et élit le Président.

Le Conseil d'Administration est composé de 12 collèges : les membres fondateurs et les membres associés sont des membres de droit, tandis que pour les autres collèges, les représentants sont élus par les membres de leur collège.

Marie-Carole CIUNTU, Vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France et maire de Sucy-en-Brie a été élue Présidente lors du Conseil d'Administration du 16 septembre 2021.

Les vice-présidences sont les suivantes :

- **Social/Économie Sociale et Solidaire :**

Benjamin GUERAUD-PINET,

Conseiller municipal délégué à l'ESS et aux achats responsables de la ville de L'Île-Saint-Denis (93) et administrateur à la CRESS Île-de-France,

- **Environnement :**

Mathias DOQUET-CHASSAING,

Directeur général d'Île-de-France Construction Durable,

- Développement économique :

Fabrice BULTEAU,

Conseiller territorial à l'EPT Paris Ouest La Défense (POLD), Adjoint au Maire de la ville de Suresnes (92),

- Maillage territorial :

Pierre-Édouard ÉON,

Vice-président du Conseil départemental du Val d'Oise, Maire de Méry-sur-Oise (95),

- Numérique :

Mauna TRAIKIA,

Conseillère territoriale déléguée au développement numérique de l'EPT Plaine Commune, Conseillère municipale de la ville d'Épinay-Sur-Seine (93).

1er collège : Les membres fondateurs au 1^{er} janvier 2022

Région Île-de-France

Marie-Carole CIUNTU (représentante titulaire),
Présidente du GIP Maximilien,
Sophie DESCHIENS (représentante suppléante)

Ville de Paris

Paul SIMONDON (représentant titulaire)
Véronique LEVIEUX (représentante suppléante)

Département de Seine-et-Marne

Daisy LUCZAK (représentante titulaire),
Jean-Marc CHANUSSOT (représentant suppléant)

Département des Hauts-de-Seine

Marie-Pierre LIMOGÉ (représentante titulaire),
Jean-Yves SÉNANT (représentant suppléant)

Département du Val-de-Marne

Germain ROESCH (représentant titulaire),
Sabine PATOUX (représentante suppléante)

Département du Val d'Oise

Pierre-Édouard ÉON (représentant titulaire),
Agnès RAFAITIN-MARIN (représentante suppléante)

EPT Plaine Commune

Mauna TRAIKIA (représentante titulaire),
Hervé BORIE (représentant suppléant)

Ville d'Aubervilliers

José LESERRE (représentant titulaire),
Annie VACHER (représentante suppléante)

Agence des Espaces Verts d'Île-de-France (AEV)

Anne CABRIT (représentante titulaire),
Philippe HELLEISEN (représentant suppléant)

2ème collège : Les membres associés

Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPSEO)

Michel LÉBOUC (représentant titulaire),
Maurice BOUDET (représentant suppléant)

SIIM 94

Ahcène SAADI (représentant titulaire)

SIPPEREC

Pierre AUBRY (représentant titulaire),
Boris DEROOSE (représentant suppléant)

RESAH

Dominique LEGOUGE (représentant titulaire),
Alexandra DONNY (représentante suppléante)

UGAP

François LAFOND (représentant titulaire),
Valérie TERRISSE (représentante suppléante)

EPT Est Ensemble

Samia SEHOUANE (représentante titulaire),
Bruno MARTINEZ (représentant suppléant)

3ème collège : Les communes de moins de 20 000 habitants

L'Île-Saint-Denis (93)

Benjamin GUERAUD-PINET (représentant titulaire)

Jouy-sur-Morin (77)

Jean-Yves GAUTRON (représentant suppléant)

4ème collège : Les communes entre 20 000 et 50 000 habitants

Montigny-le-Bretonneux (78)

Lakshmi Devi LOGANADANE (représentante titulaire)

La Garenne-Colombes (92)

Xavier DAGRAS (représentant suppléant)

5ème collège : Les communes de plus de 50 000 habitants

Saint-Ouen-sur-Seine (93)

Florian DAUTIL (représentant titulaire)

Boulogne-Billancourt (92)

Christine LAVARDE-BOËDA (représentante suppléante)

Issy-les-Moulineaux (92)

Edith LETOURNEL (représentante suppléante)

6ème collège : Les EPCI à fiscalité propre de moins de 50 000 habitants

Poste vacant

7ème collège : Les EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants

Métropole du Grand Paris

Sylvain RAIFAUD (représentant titulaire)
Benjamin MALLO (représentant suppléant)

8ème collège : Les EPCI sans fiscalité propre

EPT Paris Ouest La Défense POLD (92)

Fabrice BULTEAU (représentant titulaire)

Syndicat Seine-et-Marne Numérique (77)

Alexandre BOUSEZ (représentant suppléant)

9ème collège : Les bailleurs sociaux

Office Public Habitat de Seine-et-Marne (77)

Romain DECOURCELLE (représentant titulaire)

10ème collège : Les établissements de santé

Centre Hospitalier Intercommunal de Créteil (94)

Valentin SIMON (représentant titulaire)

11ème collège : Autres personnes publiques

CCAS de Suresnes (92)

Florence DE SEPTENVILLE (représentante titulaire)

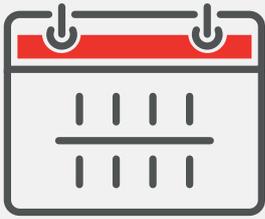
12ème collège : Les organismes divers

Île-de-France Construction Durable

Mathias DOQUET-CHASSAING (représentant titulaire)

SEM Plaine Commune Développement (93)

Amina BAHRI (représentante suppléante)



En 2021, cinq Conseils d'Administration se sont tenus :

- Le 2 mars
- Le 10 juin
- Le 16 septembre
- Le 10 novembre
- Le 16 décembre

Les faits marquants :

- 40 délibérations ont été prises en CA
- 8 délibérations ont été prises en AG

2021 : Les temps forts

A. Le renouvellement de la Présidence

Maire de Sucy-en-Brie (Val-de-Marne) depuis 2007 et Vice-présidente de la Région Île-de-France depuis 2015 chargée de l'administration générale, du dialogue social et de la transformation digitale, Marie-Carole Ciuntu est avocate de formation.

Elle a été élue Présidente du GIP Maximilien pour un mandat de 2 ans lors du Conseil d'Administration du jeudi 16 septembre 2021 et succède à Jean-François Legaret, Président de 2016 à 2021.



« Aller de l'avant, en Île-de-France, pour la dématérialisation intégrale de la commande publique et le renforcement des achats responsables »

B. La nomination d'un nouveau directeur

Nommé Directeur du GIP Maximilien le 10 novembre 2021 lors de son Conseil d'Administration, Laurent Peterschmitt a pris ses fonctions en remplacement de Daniel Coissard.



Laurent Peterschmitt a dirigé plusieurs projets d'envergure et d'innovation digitale en co-construction avec des partenaires européens. Il a ensuite assuré le management des activités informatiques de plusieurs entreprises. Il s'est vu notamment confier la stratégie d'affaires afin de relancer le développement économique de l'entité française de l'une d'elles.

En 2018, il dirige et structure l'activité informatique d'un GIE afin de dématérialiser le modèle d'affaires de ses adhérents.

Il porte ensuite des missions de conseils dans le champ de la transformation de modèles d'affaires, de l'intégration et de la scission des systèmes d'information au sein de différentes entreprises.

C. La conférence du GIP Maximilien sur l'Open data

Le 8 juin 2021 le GIP Maximilien organisait en visioconférence, en partenariat avec le média **Paroles d'Élus**, la Conférence des Grands Témoins sur le **thème de l'ouverture des données publiques pour générer de la valeur et créer de nouveaux services publics.**

Cinq invités ont partagé, **avec la centaine de participants en ligne, leurs analyses et retours d'expérience dans le domaine de l'open data publique :**

- **Antoine CARETTE**, Directeur adjoint Données Numérique et Smart Région à la Région Île-de-France,
- **Isabelle MATHÉ**, Directrice Business Development Régional - Smart City chez Orange Business Services,
- **Bertrand MONTHUBERT**, Conseiller régional d'Occitanie délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, Président d'Occitanie Data,
- **Mauna TRAIKIA**, Vice-présidente chargée du numérique au GIP Maximilien, Conseillère territoriale développement numérique à Plaine Commune Grand Paris,
- **Emeline VANDEVEN**, Consultante commande publique et open data chez Dataactivist.

• Lire l'article complet
<https://www.maximilien.fr/actualites/retour-sur-la-conference-des-grands-temoins-du-8-juin-638/>

• Revoir la conférence
<https://www.youtube.com/watch?v=Df2Rphnva0w>

Mauna Traikia résumait cette matinée de la façon suivante :

« Ces débats ouvrent de nombreuses perspectives y compris concernant la transformation du métier d'acheteur public. C'est un sujet auquel le GIP Maximilien est attaché pour créer de nouveaux services et faciliter le quotidien du métier d'acheteur, explorer de nouveaux champs, être plus efficaces, se réinventer.

L'ouverture des données nous interroge et nous offre de nombreuses perspectives sur les sujets d'innovation de la commande publique, notamment.

C'est un devoir d'innover au niveau des collectivités et de la commande publique en lien avec les enjeux de développement économique ; il nous faut aussi accompagner le développement économique pour les citoyens et avec les citoyens au travers de cette ouverture de données, d'avoir à cœur cette innovation utile ».

D. Des webinaires à destination des entreprises

Le GIP Maximilien a proposé des webinaires au cours de l'année 2021 afin d'accompagner les entreprises dans la création d'un profil et la réponse à un marché public via sa plateforme.

L'objectif de ces webinaires était de permettre aux entreprises de :

- Comprendre la chaîne de l'achat public,
- Découvrir les outils de la plateforme Maximilien,
- Connaître les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE),
- Préparer et déposer sa réponse électronique.

Quatre webinaires ont été organisés, 159 entrepreneurs y ont participé.



- Revoir un webinar
<https://www.youtube.com/playlist?list=PLaqZka-dYt8EP-j4U-t7WehCw-8WHMQr3iq>

E. La prise en main de la plateforme Maximilien et du bouquet de services

» Un espace exclusivement destiné aux adhérents sur le site internet



Cet espace réservé aux adhérents permet **d'obtenir rapidement des informations favorisant les premiers pas sur la plateforme**, d'obtenir le détail des **formations** proposées et incluses dans la cotisation annuelle ; mais aussi de disposer d'informations sur le réseau des achats responsables et sur les **événements du GIP Maximilien**. Des documents sont également disponibles en consultation (Convention Constitutive, Rapport d'activité, Actualités, Fiches pratiques...).

» Des fiches pratiques à votre disposition

L'objectif des fiches pratiques est de vous permettre **d'appréhender pleinement des notions importantes** concernant le fonctionnement ou l'actualité du GIP Maximilien, de sa palette des services et de son réseau des achats responsables.

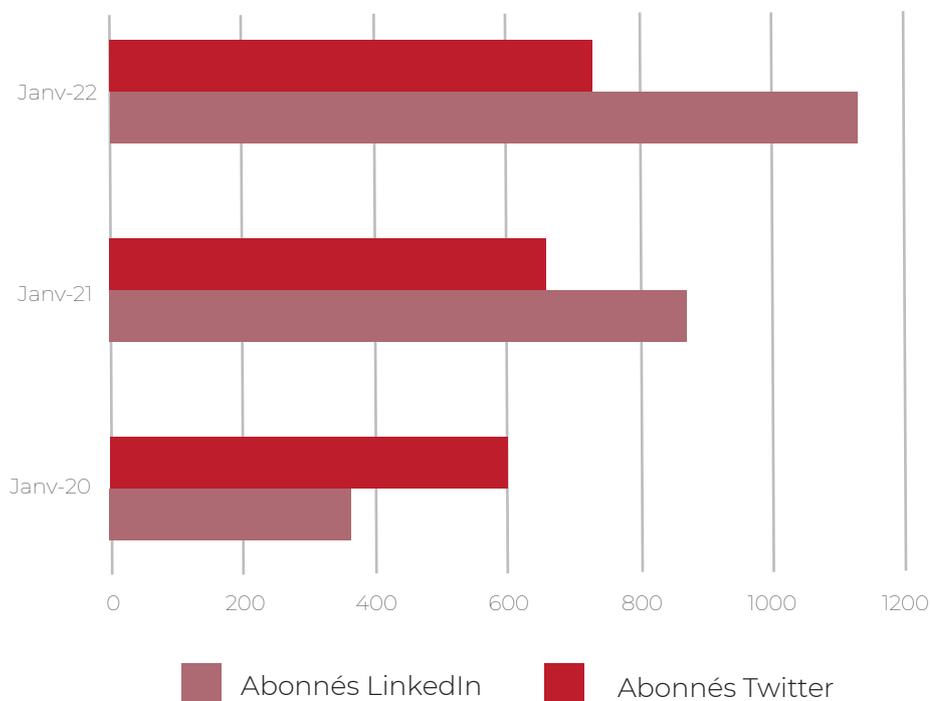


Liste des fiches pratiques déjà publiées :

- Les marchés réservés après la loi ASAP (MACS),
- Participer à la gouvernance,
- Pouvoir et pouvoir de représentation,
- La clause d'insertion dans les nouveaux CCAG (MACS),
- Signature électronique (entreprises),
- Date limite de remise des offres (DLRO),
- Profil d'acheteur : les bons gestes à adopter.

F. Une visibilité accrue sur les réseaux sociaux

Évolution du nombre d'abonnés



En valorisant les actions du GIP Maximilien sur les réseaux sociaux, le nombre d'abonnés sur Twitter et notamment LinkedIn a considérablement augmenté démontrant l'intérêt grandissant porté aux différentes activités du GIP Maximilien.

> 193 posts LinkedIn et 208 tweets en 2021

En juin dernier, nous avons ainsi souhaité donner la parole à notre 1 000ème abonnée LinkedIn.

Cette interview a été l'occasion de rappeler notre mission première : **Maximiser les liens** en écoutant vos attentes, vos besoins et vous accompagner au quotidien.

Madame Pallet, Directrice adjointe à la Maison de l'emploi à Bordeaux évoquait ses liens avec Maximilien :

« Je suis les activités du GIP Maximilien sur les aspects achats responsables, ils m'inspirent et me donnent des idées pour l'approche groupée et digitale du GIP ».

• Voir son interview <https://www.maximilien.fr/actualites/le-gip-maximilien-a-passe-la-barre-symbolique-des-1000-abonnes-sur-linkedin-624/>

G. La signature d'un partenariat stratégique avec Mégalis Bretagne et Territoires Numériques Bourgogne-Franche-Comté

Le GIP Maximilien, Mégalis Bretagne et Territoires Numériques Bourgogne-Franche-Comté ont signé, le 5 mai 2021 à Rennes, **un partenariat stratégique et opérationnel**.

Loïg Chesnais-Girard, Président de Mégalis Bretagne, **Patrick Molinoz**, Président du GIP Territoires Numériques Bourgogne-Franche-Comté et **Jean-François Legaret**, alors Président du GIP Maximilien, ont signé une convention de coopération entre leurs trois entités dans le but de :



- **Coordonner et mutualiser** leurs phases de développements et études sur les services numériques communs de leur plateforme, pour en réduire les coûts d'investissement et de maintenance.
- **Partager ou co-développer** leur expertise sur des projets communs d'ingénierie dans les domaines, entre autres :
 - De la transformation numérique des collectivités,
 - De la commande publique,
 - De la gouvernance et exploitation des données ouvertes.



- Voir le communiqué de presse https://www.maximilien.fr/media/Nous_connaître/Partenariat/COMMUNIQUE_DE_PRESSE-vDEF.pdf



H. La poursuite des partenariats

Dans le Val d'Oise (avec l'Union des maires du Département et le Syndicat mixte VONUM)
Le développement du maillage territorial se traduit par la mise en place de partenariats.

Ainsi le Syndicat Mixte Val d'Oise Numérique, membre du GIP Maximilien, et soutenu par le Département du Val d'Oise, membre fondateur, et l'Union des Maires du Val d'Oise avaient signé en 2017 un partenariat proposant un ensemble de services numériques aux communes du territoire en apportant un appui technique, humain et financier via un dispositif de mutualisation.

Les trois partenaires ont renouvelé en 2020 ce partenariat en s'engageant à la réussite de ce projet au travers d'un soutien financier et/ou technique et des actions de communication respectives.

Ce partenariat a permis l'adhésion d'une quarantaine de collectivités et d'EPCI sur le département.

En mai 2021, un webinaire a été organisé conviant plusieurs intercommunalités et leurs communes membres, afin de présenter les services proposés par le GIP Maximilien et le partenariat.

Le déploiement est impulsé grâce à un dispositif de soutien financier à hauteur de 50 000 € de Val d'Oise Numérique au GIP Maximilien.

Cette aide financière est versée chaque année et pendant une période de 4 ans maximum.

Ce soutien comprend à la fois les actions d'accompagnement et de communication ainsi que la prise en charge totale ou à 50% des contributions des collectivités locales, EPCI et acheteurs du département du Val d'Oise.

Le Réseau des Achats Hospitaliers (RESAH)

Le Resah est un Groupement d'Intérêt Public dont l'objectif est d'appuyer la mutualisation et la professionnalisation des achats du secteur de la santé, public et privé non lucratif.

Fin 2019, le Resah a signé avec le GIP Maximilien une convention de partenariat afin de permettre le déploiement des services Maximilien auprès de ses adhérents.

Il est également devenu membre associé du GIP Maximilien.



25 membres du RESAH utilisent les services Maximilien :

- Etablissement Public Médico-Social Fondation Hardy
- GHT Grand-Paris Nord Est
- Groupe Hospitalier Universitaire Paris – Psychiatrie et Neurosciences
- EHPAD Saint-Riquier
- Centre Hospitalier Intercommunal de Poissy-Saint-Germain
- EHPAD Le Manoir
- EHPAD File Etoupe
- Centre Hospitalier Victor Dupouy
- Les Eparses
- GHT Rance Emeraude/Centre Hospitalier de Saint Malo
- Résidence La Seigneurie
- EHPAD Sainte-Emilie
- Groupe Hospitalier Nord Essonne
- Etablissement Public Medico Social de l'Ourcq
- EHPAD René Andrieu
- Blanchisserie Inter-Hospitalière de Saint-Germain-en-Laye
- Hôpital Foch
- Etablissement Médicalisé Lecallier-Leriché
- Groupement Hospitalier Unyon
- Centre Hospitalier de Castelluccio
- Centre Hospitalier Universitaire de la Guadeloupe
- Etablissement Public Médico-Social de Chancepoix
- EHPAD Fondation Grimaud
- Centre Hospitalier La Basse Terre
- Etablissement de Travail Protégé Saint-James

I. La présence du GIP Maximilien au salon de l'Association des Maires d'Île-de-France (AMIF)

Le GIP Maximilien était présent les 30 juin et 1er juillet 2021 au Salon de l'AMIF, sur le stand de la Région Île-de-France. L'occasion de rencontrer nos membres, des collectivités et les partenaires institutionnels ou spécialisés dans l'aménagement et le développement des collectivités territoriales.

Ce fut également l'opportunité d'échanger avec **Bernard Giry, Conseiller numérique et innovation à la Région Île-de-France, et Mauna Traikia, Vice-présidente chargée du numérique au GIP Maximilien**, Conseillère territoriale développement numérique à Plaine Commune Grand Paris.



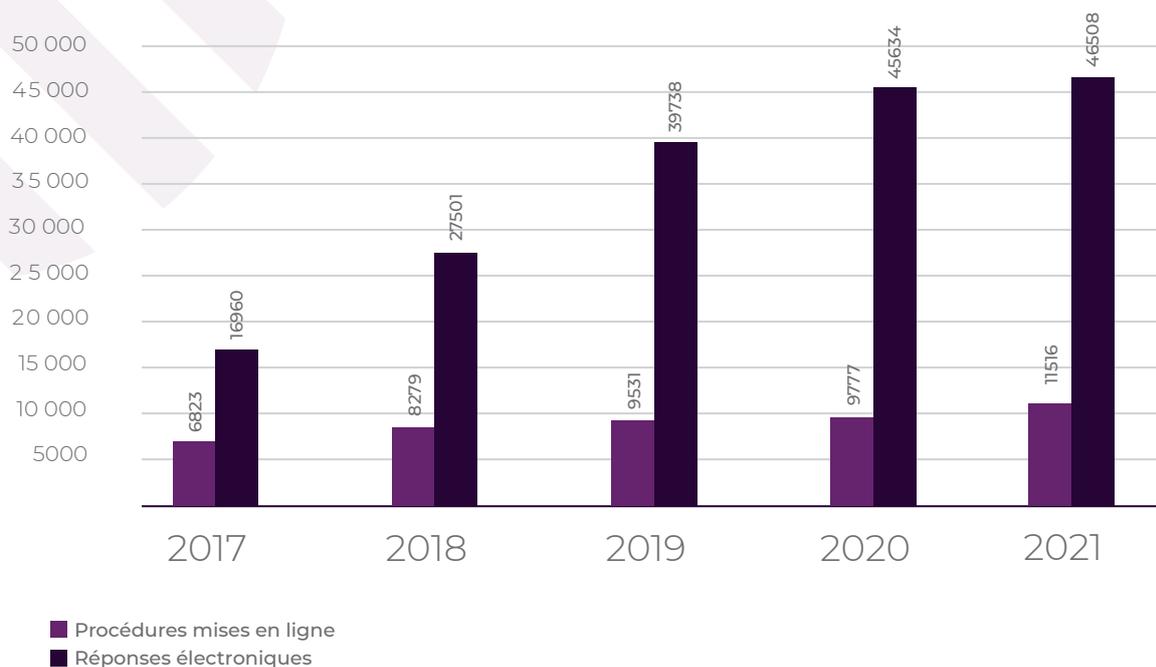
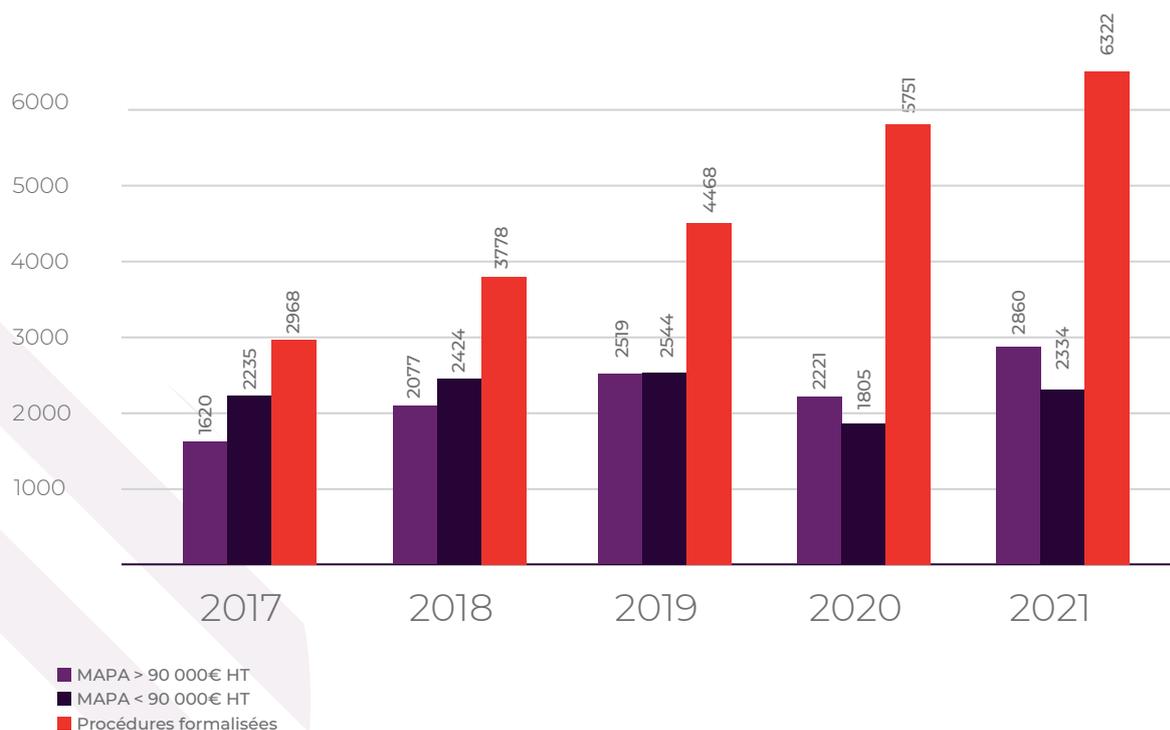
J. Le lancement de la MAPCE

Dossier complet à partir de la page 35

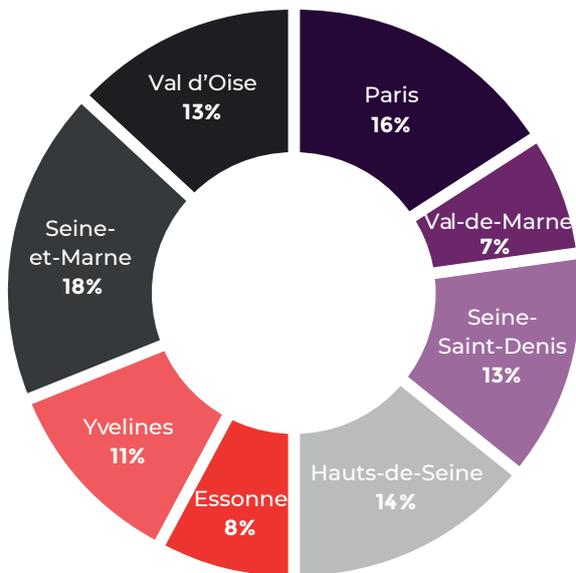


L'année 2021 en chiffres

A. La commande publique sur la plateforme Maximilien



B. Les données chiffrées sur les membres du GIP Maximilien (au 1er janvier 2022)



Informations actualisées via cette page au 1er janvier 2022 : <https://www.maximilien.fr/Nous-connaitre/nos-membres/>

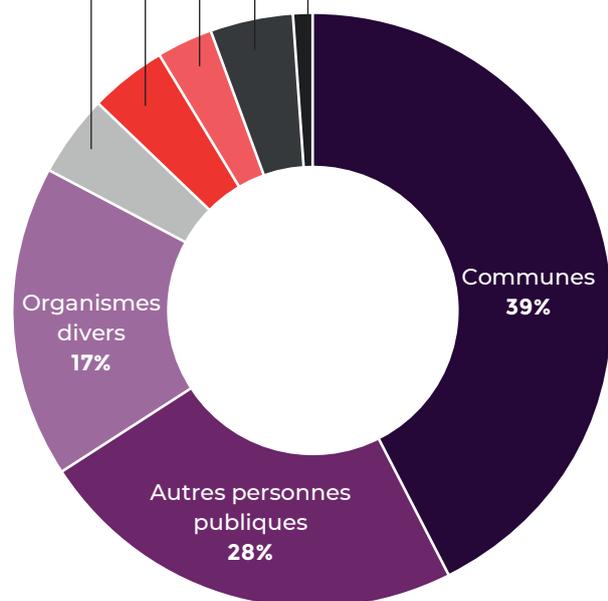
EPCI sans fiscalité propre : 4%

EPCI à fiscalité propre : 4%

Bailleurs sociaux : 3%

Membres fondateurs : 4%

Établissements de santé : 1%



C. Compte financier

1: Exécution budgétaire en recettes

En 2021, les recettes s'élèvent à 1 683 143 €, dont 69% proviennent des contributions annuelles des membres du GIP Maximilien.

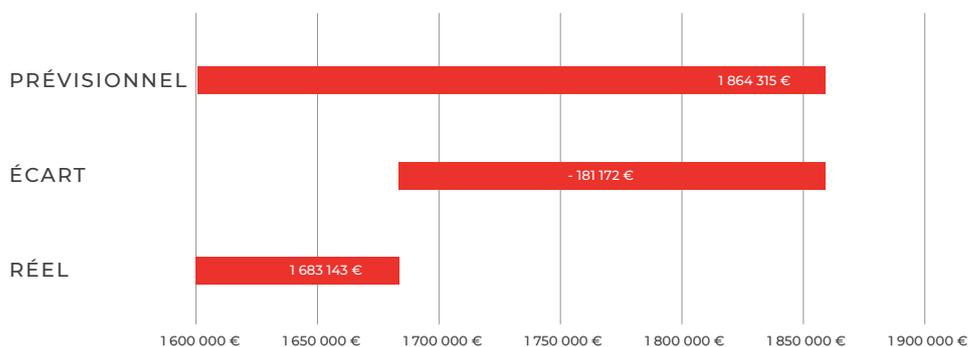
Elles sont 275 000 € en dessous de la prévision au budget initial 2021 et 181 172 € en dessous du dernier budget rectificatif. En effet, en 2021, le GIP Maximilien a subi une baisse des niveaux des subventions attendues de certains partenaires

pour un total de 150 000 €.

La crise sanitaire n'ayant pas permis d'organiser certaines manifestations et du fait de décalages de réalisation des opérations. De plus, 125 000 € de subventions potentielles n'ont pu être conclues avant la fin de l'année 2021.

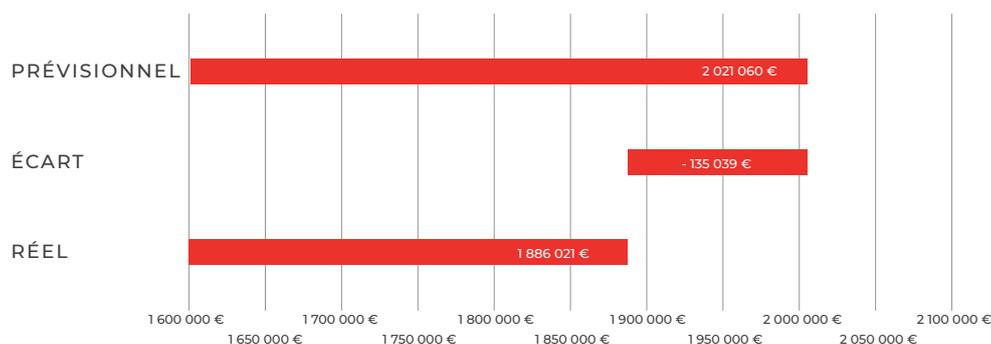
Il convient de noter que la subvention FSE est perçue avec un décalage des encaissements de

Au 31 décembre 2021, il reste à percevoir environ 103 000 € de solde pour 2020, qui seront encaissés sur l'année 2022.



2: Exécution budgétaire en dépenses

Le graphique ci-dessous présente les dépenses exécutées (personnel, fonctionnement) pour l'année 2021 par rapport au dernier budget rectificatif voté.



L'exécution budgétaire en dépenses s'élève à **1 886 021 €**, soit un taux d'exécution de **93 %**. La sous-consommation est de **43 479 €** en dessous de la prévision au budget initial 2021 et de **135 039 €** en dessous du dernier budget rectificatif voté.

a: Fonctionnement

En 2021, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de **13,8 %** par rapport à 2020 (soit **228 183 €**). Elles s'élèvent à **1 886 021 €**. Le taux d'exécution est de **93 %**, ce qui traduit une bonne reprogrammation.

Dans le cadre de la construction du budget initial 2021, les dépenses ont été pensées au plus juste. L'enveloppe a été fixée à **1 929 500 €**. Cette enveloppe s'inscrit dans une tendance à la hausse depuis plusieurs années.

b: Personnel

En 2021, la masse salariale s'élève à **656 265 €** pour 11 ETP / 11 ETPT (8 ETP en 2020 ; 9 ETPT en 2019 ; 7 ETP en 2018), (7 EPTP en 2020 ; 7 EPTP en 2019 ; 6 EPTP en 2018).

A noter, qu'il y a eu 4 départs cette année et qu'il a été recruté 6 agents.

Ces recrutements améliorent la qualité de service et le pilotage des opérations mais le dimensionnement de l'équipe reste une question

c: Investissements

En 2021, les investissements s'élèvent à **128 783 €**, soit une exécution de **99 %** par rapport au deuxième budget rectificatif 2021.

3: Analyse des équilibres généraux et soutenabilité budgétaire

Le solde budgétaire, issu de la comptabilité budgétaire au compte financier 2021, représente un déficit budgétaire de **- 202 878 €**, contre **- 156 745 €** au deuxième budget rectificatif voté.

Le résultat patrimonial génère une insuffisance d'autofinancement de **- 145 942 €**. Cette situation s'inscrit dans la suite de la baisse des subventions et une augmentation du coût d'exploitation de la plateforme, avec la mise en œuvre de moyens afin d'assurer le support et l'assistance, et de mise en service des outils auprès des usagers.

Le niveau final de la trésorerie s'élève à **460 762 €** en fin d'année.

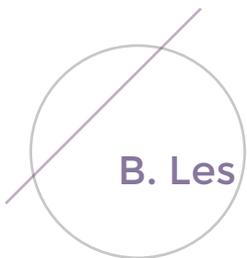
Le déficit budgétaire impacte directement le fonds de roulement à la baisse de **- 142 359 €** pour l'année 2021.

Un large éventail de services

A. Les services aux entreprises

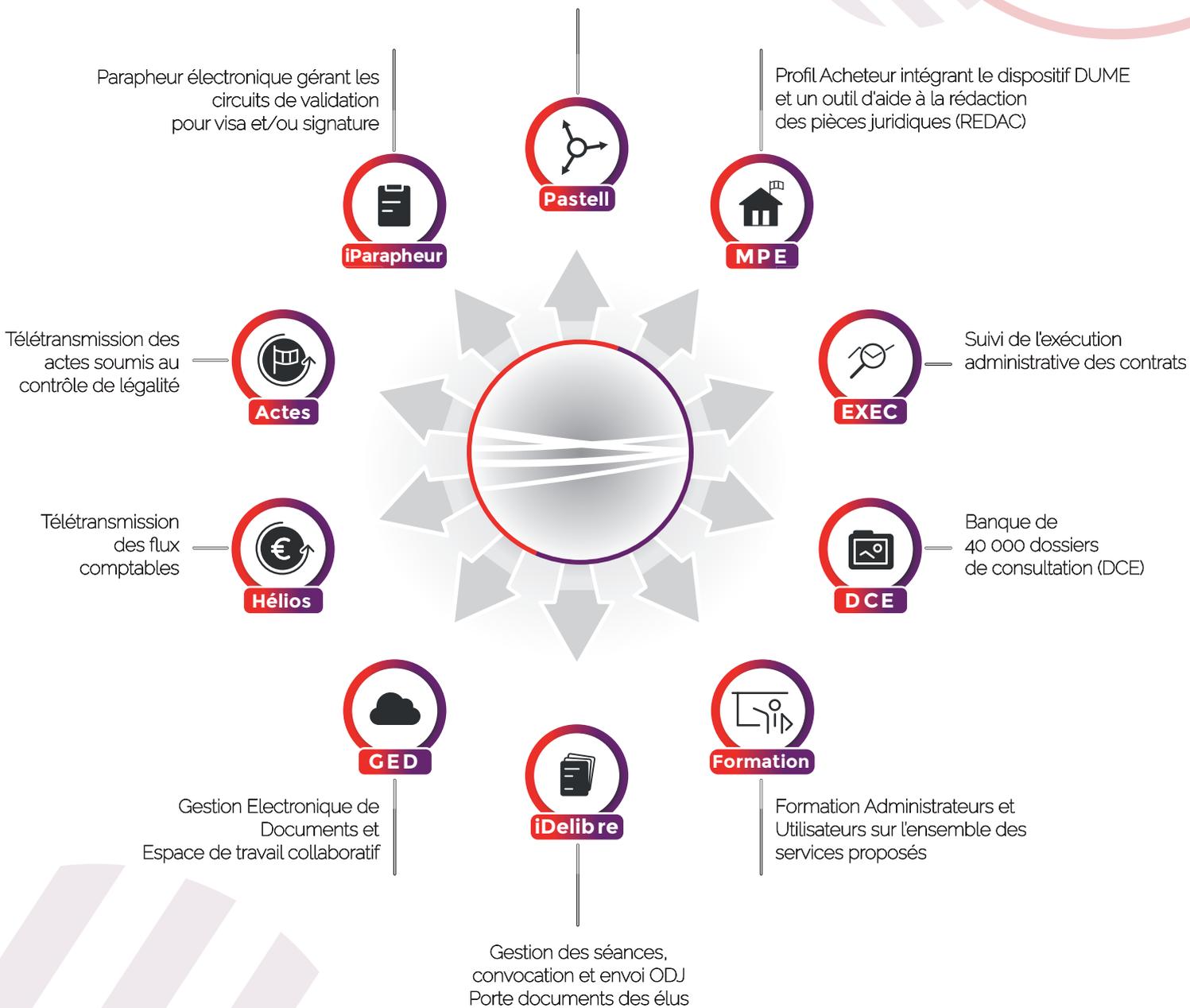
- Un accès rapide aux avis via un moteur de recherche, un panier, le partage d'information,
- La création d'alertes avec des mots-clés permettant la remontée en temps réel des consultations publiées,
- L'intégration d'une base fournisseurs utilisée par les acheteurs publics dans la phase de sourcing en amont de leur marché,
- La mise à disposition d'un coffre-fort électronique permettant le stockage des documents clés de la candidature,
- Un accès direct aux cahiers des charges publiés sur la plateforme Maximilien et les plateformes partenaires.
- Un système de bourse à la co et sous-traitance pour favoriser les réponses communes. Sur chaque consultation publiée sur Maximilien, l'entreprise peut indiquer son souhait d'être co ou sous-traitant,
- Une candidature simplifiée grâce au Document Unique des Marchés Européens (DUME) qui permet de répondre à un marché public avec son seul numéro SIRET,

Les pièces justificatives seront fournies à posteriori, lors de la sélection par l'acheteur public.



B. Les services aux acheteurs

Orchestrateur de flux, permet l'interconnexion entre les applications Maximilien et les applications externes



C. Les nouveautés proposées en 2021

NUKEMA

Maximilien met désormais à disposition des acheteurs un nouvel outil qui permet de préparer un achat. Cet outil permet :

- D'identifier les acteurs du marché fournisseur,
- D'améliorer sa connaissance d'un secteur d'activité,
- D'évaluer la capacité des fournisseurs,
- D'évaluer au mieux le budget d'une opération,
- De trouver un montage contractuel adapté au marché existant,
- De réduire les facteurs de risques.

La solution de sourcing offre la possibilité aux entreprises de se décrire et mettre en avant les éléments clés de leur activité. Ces éléments sont complétés par des données open data (INSEE).

NUKEMA permet également de réaliser un Benchmark efficace grâce à une base DCE. Cela vous permet d'accéder à des consultations (environ 1 million de consultations) archivées sur diverses plateformes.

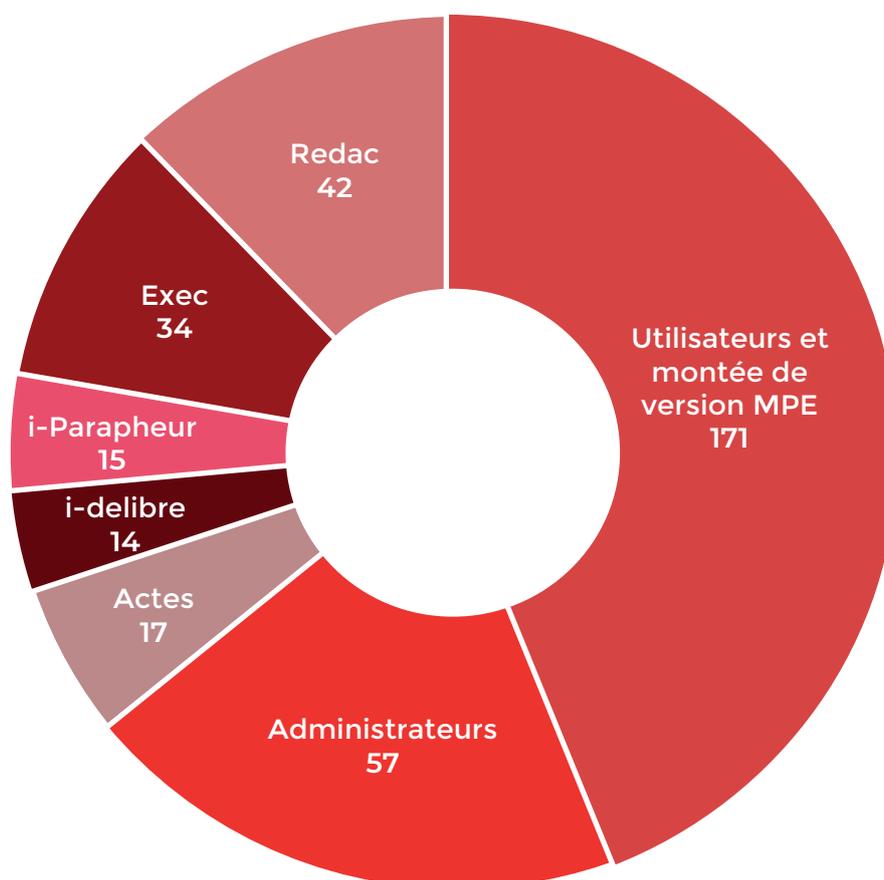
D. Des ateliers & des accompagnements personnalisés

Pour réussir leurs projets de dématérialisation de bout en bout de la chaîne d'achat, les membres du GIP Maximilien sont accompagnés jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle des services.

Le GIP Maximilien propose à ses membres des sessions adaptées aux services proposés. Elles sont comprises dans le cadre de l'adhésion forfaitaire annuelle et sont organisées sur chacun des services (MPE, Rédac, i-delibRE...). Elles sont accessibles aux agents comme aux élus.

Le contexte de pandémie a généralisé l'organisation de webinaires, quelques événements ont pu être organisés en présentiel.

En 2021, 350 élus et agents ont été accompagnés, à l'occasion de 31 formations, à l'utilisation ou l'administration des services proposés par le GIP Maximilien.



159 opérateurs économiques ont été formés par le GIP Maximilien, lors de 4 webinaires, afin de pouvoir créer un profil, consulter les offres, définir des alertes et proposer une réponse à un marché public via sa plateforme.

Le réseau francilien des achats responsables

Le GIP Maximilien coordonne le réseau des achats responsables en Île-de-France :

- La Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales (MACS) depuis 2016,
- La Mission Achats Publics Circulaires et Environnementaux (MAPCE) depuis 2021.

L'ambition du GIP Maximilien est de faire de l'Île-de-France un territoire exemplaire :

- En facilitant la mise en œuvre des clauses sociales, en coordonnant les acteurs de cet écosystème et en consolidant les données relatives à ce dispositif au niveau régional,
- En mettant en œuvre un programme autour de l'économie circulaire qui réponde aux besoins des acheteurs de la commande publique.

A. La Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales (MACS)

Depuis 2016, le GIP Maximilien s'est vu **confier par la Driets Île-de-France** (Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités), dans le cadre du "**Grand Paris de l'Emploi et des Entreprises**", la coordination d'une mission d'appui au développement des clauses sociales (MACS) à l'échelle régionale.



Cette mission est financée par la Driets Île-de-France et le Fonds Social Européen (FSE).

Les actions de la MACS en 2021

» Les Ateliers Atouts Clauses

En 2021, la MACS a poursuivi sa mission de **sensibilisation des acheteurs aux aspects sociaux de la commande publique**. Un **cycle de 4 ateliers** a eu lieu au printemps, permettant aux acheteurs publics franciliens d'appréhender les divers leviers de l'achat socialement responsable.

» Les Ateliers Achats Responsables

En partenariat avec la MAPCE, la MACS a organisé un atelier Achats Responsables en juin 2021. La première partie de l'atelier a permis de présenter les dispositifs portés par le Médiateur des Entreprises, et notamment le Label relations fournisseurs et achats responsables (RFAR). La seconde partie portait sur les achats publics circulaires, avec le témoignage de la Ville de Sceaux.

» La coordination des acteurs franciliens des clauses sociales

Celle-ci a donné lieu à la tenue de :

- **10 Points Partenaires** (réunion des réseaux partenaires de la MACS et de la Drieets Île-de-France),
- **10 Ateliers MACS** (réunion des réseaux partenaires, des coordinations départementales des facilitateurs et de la Drieets Île-de-France),
- **3 Groupes de travail insertion** (réunion des réseaux partenaires, des coordinations départementales des facilitateurs, des fédérations professionnelles, des maîtres d'ouvrage régionaux, de la Drieets Île-de-France et du service public de l'emploi).

» La journée Achats Socialement Responsables du 18 novembre 2021

Le 18 novembre a eu lieu l'**Openmap ESS 100% dématérialisée** "Journée achats socialement et écologiquement responsables" ayant pour thème la transition écologique.

Organisée par le **GIP Maximilien conjointement avec la Région Île-de-France, la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (CRESS) Île-de-France et le Bassin d'emploi Paris-Vallée de la Marne**, les objectifs de cet événement étaient de :

- Monter en compétence sur les achats publics durables (social & environnemental),
- Se connaître, créer des liens entre acheteurs publics et structures de l'ESS.

Cette journée fut introduite par :

- **Emmanuel BEZY :**
Chef du département solidarités et emploi (Drieets Île-de-France),
- **Sylvie MARIAUD :**
Vice-Présidente en charge de l'économie sociale et solidaire et des achats responsables (Région Ile-de-France),
- **Benjamin GUERAUD-PINET :**
Vice-Président chargé de l'économie sociale et solidaire (GIP Maximilien),
- **Gérard EUDE :**
Conseiller Délégué au Développement Économique, à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche (Communauté d'Agglomération Paris Vallée de la Marne),
- **Éric FORTI :**
Président (CRESS Île-de-France).

Plus de 170 participants (acheteurs publics, structures de l'ESS ou acteurs institutionnels) ont ainsi participé à des ateliers thématiques et ont exploré les pistes de nouvelles coopérations.

Près de **60 rendez-vous bilatéraux** ont eu lieu entre Acheteurs d'Île-de-France et structures de l'Économie Sociale et Solidaire.

13 acheteurs publics franciliens étaient présents : la Préfecture de la Région Île-de-France, la Région Île-de-France, la Communauté d'Agglomération Paris Vallée de la Marne, le Conseil départemental du Val-de-Marne, la Ville de Paris, la Ville de La Garenne-Colombes, la Ville de Sceaux, la Ville de Boulogne-Billancourt, la Ville de Vélizy-Villacoublay, la Ville de Montigny-le-Bretonneux, la Ville de Meaux, la SOLIDEO et la Société du Grand Paris.

<https://www.maximilien.fr/actualites/rencontre-openmap-8-journee-des-achats-socialment-et-ecologiquement-responsables-739/>

» L'Observatoire francilien des clauses sociales

La MACS pilote l'Observatoire francilien des clauses sociales, dont le but est de rendre compte des heures d'insertion générées par les marchés publics franciliens. Chaque année, un panorama est réalisé afin d'illustrer les différents indicateurs des clauses d'insertion, notamment ceux relatifs aux bénéficiaires et aux entreprises. Les données départementales ont été présentées aux 8 coordinations départementales des facilitateurs de la MACS afin de rendre compte du travail accompli et de travailler sur l'harmonisation des pratiques.

» Les partenaires

➤ Experts associés :



➤ MOA :



➤ Coordinations départementales :



➤ Réseaux d'entreprises :



» Les financeurs



B. La Mission Achats Publics Circulaires et Environnementaux (MAPCE)

» Objectif principal

Notre ambition, partagée avec nos partenaires et financeurs, est de **faire de l'Île-de-France un territoire exemplaire en matière d'achats responsables** en mettant en œuvre un programme qui répond aux besoins des acteurs de la commande publique.



» Événement de lancement de la MAPCE le 11 mars 2021

Cet événement de lancement a réuni plus de 200 participants.

Un signal fort démontrant **l'intérêt croissant des structures publiques et privées sur les enjeux environnementaux de la commande publique** et leur volonté de s'engager dans une économie plus durable et responsable.

L'événement a été clôturé avec l'intervention de Valérie Péresse, Présidente de la Région Île-de-France.

Il a engendré plusieurs retombées Presse :

- Le Journal du Grand Paris
- EKOPO
- Paroles d'élus
- Santé-achat
- La Gazette des Communes
- AEF info

➤ Formation initiale à la commande publique circulaire

Afin d'acquérir des bases de connaissances solides sur l'Économie Circulaire, sa prise en compte et sa mise en œuvre dans la Commande Publique, le GIP Maximilien propose la formation initiale "**Commande Publique Circulaire et Environnementale**".

➤ Objectifs

- Acquérir des connaissances solides sur l'économie circulaire, son écosystème et son cadre réglementaire
- Connaître les leviers pour intégrer l'économie circulaire dans ses marchés publics
- Créer une dynamique et échanger entre acheteurs publics pour s'engager ensuite dans les parcours thématiques (BTP, mobilier et fournitures de bureau, numérique...).

➤ Cible

- Acheteurs publics :
 - Direction juridique et de la Commande publique
 - Directions opérationnelles
 - Élus de la commande publique et de la transition écologique

La 1ère session a eu lieu les 26 et 27 mai 2021.
Celle-ci a réuni 65 participants et 31 structures.
La 2nde session s'est déroulée les 13 et 14 décembre 2021.
70 participants et 36 structures y ont participé.

» Des parcours d'accompagnement

Dans la continuité de cette formation initiale, la MAPCE envisage de déployer, en 2022, des parcours d'accompagnement par segments d'achat :

- Bâtiment et travaux publics
- Mobilier et fournitures de bureau
- Équipements électriques et électroniques
- Vêtements professionnels et EPI

L'objectif sera de maîtriser les enjeux spécifiques à chaque segment d'achat et engager des actions. Pour cela, une boîte à outils très opérationnelle sera co-construite entre experts et pouvoirs adjudicateurs au fil du Parcours. Elle comprendra des clausiers, des exemples de réalisation, des fiches technico-économiques, une lecture réglementaire, la cartographie des acteurs ainsi qu'une veille sur les ressources disponibles (articles, formations, mooc,...).

» Les partenaires et financeurs



Une équipe engagée au service de ses adhérents

L'équipe du GIP Maximilien au 3 janvier 2022

Ambre BLONDEAU
Assistante communication
et marketing

Julie LABOUZ
Gestionnaire comptable
et finances

Erika MAILLOT
Chargée de mission
MACS

Manon PORQUET
Cheffe de projet MAPCE

Louise VIDAL
Cheffe de projet MACS

Samuel CHARON
Chargé de la coordination
de l'activité interne et
de la communication

Laurent PETERSCHMITT
Directeur

Rodéric JACOBÉE
Responsable AMO,
plateforme et formations

Vincent COISSARD
Chef de projet SI junior

William ASSELINEAU
Chef de projet
dématérialisation

François CURAN
Juriste

Perspectives 2022

Afin de répondre concrètement aux objectifs de sa phase de consolidation, le GIP Maximilien travaille sur plusieurs axes :

» Axe 1 : Consolider la qualité de service de la plateforme Maximilien :

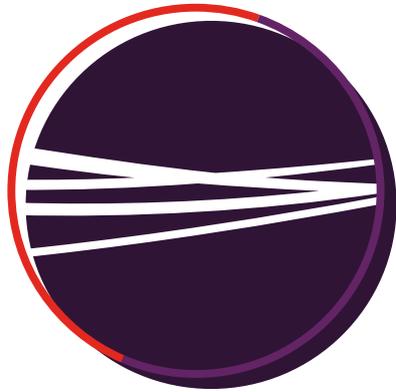
- Rétablir des instances récurrentes de pilotage des partenaires,
- Rétablir des instances récurrentes de pilotage des relations avec les adhérents,
- Programmer des montées de versions techniques en appliquant les bonnes pratiques de qualification des systèmes informatisés et mettant en service des outils afin de réduire drastiquement les dysfonctionnements en production.

» Axe 2 : Poursuivre le déploiement et le maillage territorial :

- Continuer d'accueillir de nouveaux membres, quels que soient leurs tailles, leurs budgets,
- Avoir une action volontariste pour cibler des prospects dont les contributions prévisionnelles se situent autour ou au-dessus du seuil de rentabilité d'un adhérent,
- Préparer le modèle financier applicable en 2023 permettant d'apporter une meilleure réponse « coûts / services » aux adhérents tout en améliorant la capacité d'autofinancement du GIP.

» Axe 3 : Accentuer l'action sur les achats responsables :

- Continuer les actions et projets en cours afin d'asseoir le GIP comme acteur clé auprès des acheteurs publics en les aidant à répondre à leurs obligations réglementaires en matière de commande publique durable,
- Formaliser le « Guichet Régional » qui permet aux acheteurs de dimension régionale de mettre facilement en œuvre leur politique d'achat socialement responsable sur le territoire francilien,
- Mettre en place un outil de pilotage de l'achat par la donnée portant sur les 3 piliers du développement durable (économique, social et environnemental), avec un espace réservé aux membres et un espace ouvert au grand public, donnant accès aux données agrégées (dans le cadre de l'appel à projet France Relance),
- Lancer les « parcours » BTP, matériels électriques et électroniques, mobiliers et fournitures de bureaux, EPI et vêtements professionnels, afin d'accompagner les acheteurs publics franciliens dans la mise en œuvre de clauses environnementales et circulaires dans leurs marchés.



☎ **01 84 74 13 60**
✉ contact@maximilien.fr



www.maximilien.fr



2 rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen-sur-Seine